



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 98

## **Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Herbert Marx  
Ministre de la Justice**

N V 17 19 7

---

**Éditeur officiel du Québec  
1987**

#### NOTE EXPLICATIVE

*Ce projet de loi a pour objet d'indexer, de plein droit, les pensions alimentaires ordonnées par jugement, tout en laissant aux tribunaux la discrétion, si les circonstances prévues le justifient, de ne pas indexer la pension ou de fixer un autre indice que celui fixé en vertu de la loi.*

## Projet de loi 98

### Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 638 du Code civil du Québec est remplacé par le suivant :

« **638.** Afin de maintenir la valeur monétaire réelle de la créance qui résulte du jugement accordant des aliments, ceux-ci, s'ils sont payables sous forme de pension, sont indexés de plein droit, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, suivant l'indice annuel des rentes établi conformément à l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9).

Toutefois, lorsque l'application de cet indice entraîne une distorsion sérieuse entre les besoins du créancier et les facultés du débiteur, le tribunal peut, dans l'exercice de sa compétence, soit fixer un autre indice d'indexation, soit ordonner que la créance ne soit pas indexée. ».

**2.** La présente loi entrera en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).